



FILIÈRES

- Gestion des entreprises
- Marketing & Publicité
- Sciences informatiques
- Psychologie



Le futur est là !

Tel : 05 00 00 00 77

USJ-CI 1875

Université Saint-Joseph - Côte d'Ivoire



CONNECTION

IVOIRIENNE.NET



info@connectionivoirienne.net - Premier site d'information et d'actualité - Indépendant en Côte d'Ivoire - Du 01 AOÛT 2024

MTN Fibre+

De la vitesse, mais pas que !

- Fiabilité
- Multi-connexion
- Stabilité



www.mfn.ci

Alors, on fait quoi maintenant ?

Ouattara est-il toujours candidat ?

“Le vieux n’y va pas...”



Réoccupations des trottoirs après les déguerpissements

Que disent les ministres Rhdp ?

Les occupations récentes des trottoirs dans les Communes d'Adjamé et d'Attiecoubé, après les derniers déguerpissements à Abidjan, poussent à se demander pour qui roule Ibrahima Baongo ? Le long du trottoir depuis le 5e pont

(Yopougon-Attiekoubé) jusqu'à la gare de trains, est en chantier pour construire de nouveaux magasins. Un autre désordre en téléchargement. Le Maire #RHDP, le Gouverneur RHDP, le Ministre de la construction et de l'urbanisme

RHDP et le 1er Ministre RHDP donnent le sentiment d'une insuffisance dans la coordination et le suivi des sites libérés après le déguerpissement douloureux imposé aux habitants d'Abidjan.



info@connectionivoirienne.net

Politique

Présidentielle 2025

Ouattara est-il toujours candidat ? "Le vieux n'y va pas..."



hommes et ces femmes font un remarquable travail de terrain, souvent au prix de leurs vies, pour notre tranquillité et notre sérénité. Malheureusement, des brebis galeuses ternissent par leurs agissements sur le terrain l'image et le prestige des corps. Ce cas incroyable des agents de police dans la ville de Daloa, filmés à leur insu, en train de défendre le portefeuille d'un touriste. C'était le 31 mars 2024. Grosse colère d'un officier de police : «C'est du vol, de l'extorsion de fonds, voire un braquage.» "Tiens, un exemple venu du Rwanda. Une fois par an, le président de la République anime une émission à la télévision nationale. Pendant le temps d'antenne, il relaie les critiques et dénonciations des citoyens via les réseaux sociaux et demande des comptes aux autorités mises en cause."

Les éléments indéliques ont été mis aux arrêts et conduits dans les locaux disciplinaires de l'école de police. Les réseaux sociaux constituent des éléments complémentaires de contrôle citoyen des actions publiques. Ils ont changé le mode de vie et chacun doit agir en conséquence. Tiens, un exemple venu du Rwanda. Une fois par an, le président de la République anime une émission à la télévision nationale. Pendant le temps d'antenne, il relaie les critiques et dénonciations des citoyens via les réseaux sociaux et demande des comptes aux autorités mises en cause. Une autre façon d'établir la confiance entre le sommet et la base est de combattre le laxisme, la corruption. Sauf que les institutions de la République sont faites pour ça : si elles fonctionnent normalement, pas besoin de spectacle ! Surtout, le genre qui se déroule à Ouaga, au Faso. Avec l'enlèvement d'un candidat à la présidence de la fédération de football. C'est contreproductif et intolérable ! Il faut laisser le sport aux acteurs du sport !

À quelques mois de la présidentielle d'octobre 2025, le candidat du parti au pouvoir n'est pas encore connu. Le RHDP porte son choix sur Alassane Ouattara, mais... (la chronique de Fernand Dédeh) Kone Sériba – (croinfos.net) – À Barthélemy Zouzoua Inabo: Ton Camarade est rentré de Paris après une dizaine de jours de repos. Cap sur la fête nationale à Grand-Bassam. Racket des brebis galeuses de la police, les faux ken qui desservent tout un corps constitué. Rwanda, quand Pablo recadre les ministres à la télévision. Burkina Faso, la junte au pouvoir se place dans le champ de tir de la FIFA. Avant, avant... Quand le Père fondateur rentrait d'un long séjour privé en France, ça tremblait dans les chaumières, dans les cabinets ministériels. Il prenait le temps depuis «son hôpital des bien-portants», pour observer le travail et les performances de ses collaborateurs et, en une phrase, il secouait le cocotier. Il donnait le tempo pour les changements à venir, aussi bien au gouvernement qu'au niveau de son parti, le vieux parti.

Les temps ont changé. Ton Camarade, lui, va-et-vient et il n'y a rien. Peut-être tout va bien aussi.

En tout cas, tout le monde attend ton Camarade au virage de 2025. Dans les coulisses, les langues se délient sur ses intentions

réelles. «Le vieux n'y va pas», souffle une source généralement bien informée. Sauf cas de force majeure, le numéro 2 sera le porte-flambeau du rassemblement au pouvoir pour la présidentielle 2025. «Les lignes bougent au niveau de son binôme», soutient une autre source. Un nom revient sur toutes les lèvres dans les cercles restreints. De parler ? On ne dit pas tout à la fois...

"Sauf cas de force majeure, le numéro 2 sera le porte-flambeau du rassemblement au pouvoir pour la présidentielle 2025."

Ton Camarade est donc de retour au pays pour la fête nationale. L'année dernière, toutes les dispositions avaient été prises pour le défilé militaire sur l'autoroute de Grand-Bassam. Le décès de l'ancien président de la République, le Bouddha de Daoukro le 1^{er} août 2023, avait imposé un deuil national au pays et un changement de programme. Grand-Bassam aura sa fête et son défilé en 2024, sur l'axe rond-point Anani-VITIB. Les forces de défense et de sécurité seront de nouveau à l'honneur. Ces

USJ-CI

1875



Université Saint-Joseph - Côte d'Ivoire

FILIÈRES

- Gestion des entreprises
- Marketing & Publicité
- Sciences informatiques
- Psychologie

INSCRIVEZ VOUS!

Le futur est là!

Tel : 05 00 00 00 77



Charles Béni Source: Le Meridien.ci

Politique

Crise au FPI: Affi N'Guessan contesté; l'ex Premier ministre bientôt évincé de la tête du parti ?



Le Front Populaire Ivoirien (FPI), dirigé par Pascal Affi N'Guessan, traverse une période de turbulences à quelques mois des élections présidentielles de 2025. De nouvelles tensions menacent la stabilité de cette formation politique ivoirienne. Les divergences au sein du FPI sont de plusieurs ordres. La première, le président Affi N'Guessan a la ferme volonté de rompre son alliance avec le RHDP. Cette décision du président du FPI crée beaucoup de tensions au sein du parti. Des cadres du parti dénoncent également un problème de gouvernance interne. « Le président Affi dont le mandat à la tête du parti, est terminé, s'est octroyé une année supplémentaire. C'est un problème de gouvernance interne quand un parti politique n'est pas capable de tenir les échéances qu'il s'est données pour renouveler ses instances et ses organes », dénonce un vice-président du FPI. Le président du PPA-CI, Laurent Gbagbo, a lancé récemment à Bonoua, l'appel à l'union de toutes les forces vives de l'opposition pour faire tomber le régime du président Alassane Ouattara au soir de la présidentielle de 2025. Face à cet appel, le premier

responsable du FPI se dit favorable. Mais plusieurs cadres du parti ne sont pas de cet avis. Pour Pierre Dagbo Godé, vice-président en charge des questions juridiques et institutionnelles, le FPI n'est plus un parti d'opposition pour prétendre répondre à l'appel à une union des opposants au régime en place. « Pour nous, c'est un partenariat stratégique à renforcer pour les prochaines élections présidentielles et législatives », soutient-il dans un entretien avec Linfodrome. Si le FPI ne parvient pas à surmonter ses divisions, il risque de perdre davantage d'influence sur la scène politique ivoirienne. Une implosion du parti pourrait affaiblir le parti. Le FPI d'Affi N'Guessan est à un tournant crucial de son histoire. La capacité du parti à surmonter ses divisions internes, déterminera son avenir politique et son rôle dans la démocratie ivoirienne. Une implosion serait non seulement un coup dur pour le FPI, mais pourrait également affecter la dynamique politique nationale. Les prochains mois seront décisifs pour l'avenir du parti et pour la stabilité politique en Côte d'Ivoire.

Marché des passeports ivoiriens: Soupçonné d'un gigantesque détournement d'argent public, Bictogo reçu par Ouattara

Le président ivoirien aurait rassuré le président de l'Assemblée nationale et homme d'affaires, sur sa "pleine confiance", alors que Snedai [en charge de la fabrication des passeports ivoiriens], le groupe de Bictogo, est dans le viseur de la justice du pays.

Morceaux choisis

"C'est un discret tête-à-tête qui s'est

tenu dimanche 14 juillet à Abidjan, entre le chef de l'État ivoirien, Alassane Ouattara, et le président de l'Assemblée nationale, Adama Bictogo. Si les questions politiques ont figuré à l'agenda de la rencontre, Adama Bictogo a notamment réaffirmé durant l'entretien sa loyauté et son soutien total au président ivoirien – la situation du

groupe Snedai, qu'il a fondé, a été au cœur des échanges. Depuis avril, ce dernier est l'objet d'investigations poussées de la justice dans le cadre du marché de confection des passeports"...

(extrait de Africa Intelligence Publié le 19/07/2024

La réaction de Soro Guillaume aux «accusations» de Ouaga contre Abidjan

Le capitaine Ibrahim Traoré, président de la Transition au Burkina Faso, chef de l'État, a formulé des «accusations directes» contre la Côte d'Ivoire, au cours d'une rencontre avec les forces vives de la nation, le jeudi 11 juillet 2024. Ibrahim Traoré a déclaré qu'un centre des opérations visant à déstabiliser le Burkina Faso était établi à Abidjan, assurant qu'il détenait des preuves solides et irréfutables pour étayer ses affirmations.

Face à «la récurrence et la gravité de telles accusations qui suscitent préoccupations et inquiétudes au sein des populations», le Cadre restreint de GPS (Génération et peuples solidaires, mouvement politique créée par Guillaume Soro), s'est penché sur les tenants et les aboutissants. Pour GPS, «force est de reconnaître que l'actuel gouvernement ivoirien s'est visiblement éloigné de ce que fut la seconde religion de feu le président Félix Houphouët-Boigny, à savoir le dialogue, et n'a pas toujours su en faire bon usage». GPS relève «qu'il faut apprécier les propos accusatoires de Ibrahim Traoré à l'aune de la posture, à bien des égards, belliciste d'Alassane Ouattara vis-à-vis de son pays et des initiatives malheureuses du gouvernement ivoirien en direction des pays de la Confédération des États du Sahel». «En effet, il est incontestable que le président Alassane Ouattara et son gouvernement ont été à l'avant-garde des sanctions illégales et illégitimes qui ont frappé durement les pays membres de la Confédération des États du Sahel», rappelle GPS. «Pis, le président Ouattara s'est proposé d'envoyer deux bataillons de l'armée ivoirienne, sans autorisation du Parlement, pour faire la guerre au Niger. Peut-on, dès lors, être surpris du ressentiment des peuples du Mali, du Burkina Faso, du Niger et de leurs dirigeants ?», s'est-il interrogé. Ce mouvement politique fondé par Guillaume Soro estime que les actes des dirigeants de la Côte d'Ivoire ont «objectivement créé cet environnement d'hostilité et de belligérance

entre la Côte d'Ivoire et les pays membres de l'Alliance des États du Sahel (AES). GPS estime qu'«il incombe à la Côte d'Ivoire de respecter la souveraineté de ces États et de renouer avec le traditionnel dialogue ivoirien, afin de rétablir des relations réellement fraternelles et d'apaiser le climat politique avec les pays de la Confédération des États du Sahel». «Autant le président Ouattara a mis force énergie à quereller et à sanctionner ces États, autant il devrait s'activer avec la même énergie pour renouer le dialogue et faire la paix. (Car), il ne peut y avoir aucune autre alternative», souligne GPS. Concernant l'«éventuelle base militaire américaine à Odienné dans le nord-ouest de la Côte d'Ivoire», GPS affirme que «le peuple ivoirien a le droit de savoir et de connaître la vérité sur ce qu'il en est de ce dossier». Par conséquent, «GPS en appelle aux députés de la nation afin qu'ils se saisissent de cette question pour faire la lumière sur ce qui pourrait être un accord militaire nébuleux, compromettant et contraire aux intérêts de la nation», poursuit la déclaration. Des informations révélées par la presse locale portent à croire que la Côte d'Ivoire aurait accepté l'installation d'une base militaire américaine près de la ville d'Odienné, dans le nord-ouest du pays. Par ailleurs, «des sources diplomatiques affirment que le gouvernement ivoirien aurait acquiescé à l'installation de ladite base militaire lors de la rencontre du 29 avril 2024 entre le président Ouattara et le général Michael Langley, commandant du Commandement militaire des États-Unis pour l'Afrique (AFRICOM)», note le texte. Le secrétaire d'État américain, Antony Blinken, avait également été reçu par Alassane Ouattara, pour préparer le cadre politique de ce déploiement. Interrogé sur la réalité de ce projet de redéploiement, le gouvernement ivoirien a choisi de ne pas répondre.

APA-Abidjan (Côte d'Ivoire)



(AIP) HUBERT-ARMAND ASSIN

Politique

Révision prochaine de la liste électorale: 40 commissions locales installées dans le Bas-Sassandra



Au total, quarante commissions locales ont été installées lundi 29 juillet 2024 dans les régions du Gbolkè, de Sassandra et de la Nawa par la superviseuse de la CEI, chargée du Bas-Sassandra, Yoli-BI Koné Marguerite en vue en vue de la révision prochaine de la liste électorale. Durant dix jours, Mme Yoli-BI Koné et son équipe ont parcouru les huit départements que compte le Bas-Sassandra en vue d'installer les différentes commis-

sions régionales, départementales et celles des sous-préfectures». «A compter de maintenant, vous devez couper le cordon ombilical avec vos partis politiques. Vous devez vous tenir à équidistance des candidats et des partis politiques. Vous ne devez obéir désormais qu'aux instructions de la CEI. Vous ne dépendez que de la CEI», a laissé entendre la superviseuse en charge de la CEI du Bas-Sassandra aux nouveaux commissaires élus et installés.

Poursuivant, elle a exhorté les commissaires à la neutralité pour mériter la confiance de tous les acteurs du processus électoral. « Votre neutralité est essentielle pour garantir des élections apaisées, sans mort ni violences. Vous êtes désormais des experts étroitement liés à la CEI», a-t-elle indiqué, invitant les acteurs politiques à mettre fin aux pressions et autres formes de menaces sur les commissaires locaux, leurs "ex membres".

Le 26 mai 2013 Dr Ahua Junior claquait la porte du RDR et attirait notre attention: "Tribalisme et rattrapage ethnique y sont inquiétants"

«Le tribalisme rampant et les proportions inquiétantes qu'a atteint le rattrapage ethnique du RDR sont une réalité en Côte d'Ivoire», révélera-t-il avant de se justifier: «L'entourage du Président Ouattara refuse que je le croise parce que je ne suis pas un RDR du sérail, ou un Akan islamisé. Ils m'ont dit, tu n'es pas Dioula, quand on

se battait, tu étais où? Je ne peux donc pas aller au travail parce que je suis Akan. Depuis Houphouët jusqu'à Ouattara en passant par Guéi, Bédié et Gbagbo, jamais les Ivoiriens n'ont vécu ce qu'ils expérimentent aujourd'hui. Il faut être nordiste pour être nommé dans ce pays. La compétence n'est plus le critère primordial de nomina-

tion avec ce régime. C'est sur la base du militantisme que des recrutements se font partout dans l'administration. Plus de concours de police, de gendarmerie, de l'Ena. On prend les nordistes et on les déverse dans ces corps de métier. En tout cas, il n'y a jamais eu de régime plus tribaliste que le régime actuel».

Ppa-Ci: Après l'appel de Gbagbo à Bonoua, Dano Djédjé à la manœuvre pour sceller l'union

Le dimanche 14 juillet à la place Kadjo Amangoua de Bpnoua, l'opposant Laurent Gbagbo, leader du Ppa-Ci lançait un appel à l'union de l'opposition pour battre le candidat du Rhdp en 2025. Et pour montrer que son vœu n'est pas une vue de l'esprit, Laurent Gbagbo vient d'acter la future union de l'opposition. Par la nomination de son ancien ministre de la réconciliation Sébastien Dano Djédjé.



L'actuel président exécutif du Ppa-Ci est désigné seul interlocuteur pour la conduite des discussions devant aboutir à la remise zensemble des anciens camarades disloqués. L'homme est un habitué de ce genre de dossiers, ayant fourbi ses armes en tant que ministre de la réconciliation des gouvernements Gbagbo en temps de crise. Dano Djédjé a conduit dans ce sens plusieurs médiations et réussi à réconcilier des communautés ou à apaiser des tensions entre groupes sociaux en conflit. Aujourd'hui, il a la lourde tâche de ramener Affi N'guessan, Charles Blé Goudé, Simone Gbagbo et Mamadou Koulibaly à Gbagbo. C'est un travail herculéen qui l'attend tant les relations entre ces différentes personnalités qui ont incarné l'espoir du pays à un moment donné sont exécrables, distendues et froides. Chacun d'eux a créé ou dirige un parti politique. Mamadou Koulibaly a quant à lui, vite déchanté quittant l'embrouillamini de la politique pour les cercles de réflexion. Il dirige le think tank éponyme. Une mission difficile en perspective pour le pharmacien de profession devenu très politique. Mais l'homme est un modéré. Au plus fort de la crise entre camarades, il est l'un des rares cadres à être très réservé de sorte qu'il est difficile de trouver dans ce passé là des propos virulents ou acerbes qu'on pourrait lui opposer au moment de sceller la réconciliation. Si pour certains Gbagbo a prêché dans le vide trop tard, il reviendra à Sébastien Dano Djédjé de démontrer le contraire en convainquant les uns et les autres de la nécessité d'une marche d'ensemble malgré les nombreux écueils.

sdebailly@yahoo.fr



Politique

Dgi / Pourquoi la Codi-Dgi maintient la grève pour ce 31 juillet – Rupture annoncée avec la Fesy-Dgi



voulu se pencher sur la question pour apurer cette dette afin de permettre aux agents de se soigner. Pour toutes ces raisons nous disons que les 31 juillet, 1er et 02 août 2024 nous allons marquer un arrêt total de travail sur toute l'étendue du territoire national jusqu'à ce que la question de notre assurance santé se règle de façon définitive. Nous appelons tous les agents des Impôts sur toute l'étendue du territoire à marquer un arrêt de travail pendant ces trois jours pour leur santé >>. Ces propos justificatifs sont ceux du président de la CODI- DGI Djedjemel Akpa Léonard, resté inflexible sur sa décision. Relativement à la levée du mot d'ordre de grève par la.Fesy-DGI, ils ont expliqué que le préavis de grève de la CODI- DGI est différent de celui de la Fesy-DGI. Car, explique-t-il, après l'AGE du 22 juillet 2024 qui a reporté d'une semaine la grève leur organisation COGI-DGI a écrit aux autorités compétentes pour leur faire part de cette modification de date du préavis qui était initialement prévue pour les 24, 25 et 26 juillet 2024. Et que ce second préavis est non seulement différent du premier dont leur organisation était signataire mais en même temps ils sont protégés devant la loi à faire grève. << Nous nous sommes mis ensemble croyant que nous allions nous entendre sur la question de la santé. Nous ne nous sommes pas entendus. Nous disons non parce que la santé n'a pas de prix>>, a conclu M. Akpa, le président de la COGIDGI.

Lors d'une conférence de presse tenue ce lundi 29 juillet 2024 dans l'après-midi sur le site fiscal de Yopougon, la Coordination dignité de la direction générale des impôts (CODIDGI) a appelé tous ses militants à se mobiliser pour observer une "grève totale de trois jours" le mercredi 31 juillet 2024, le 1er août et le 2 août 2024. A travers cet appel au débrayage les trois syndicats membres de ladite coordination veulent montrer leur détermination en vue de la prise en compte de leurs revendications mentionnées dans leur préavis de grève. Djedjemel Akpa Léonard Président de la Coordination Dignité des agents de la Direction Générale des Impôts (CODI-DGI), par ailleurs Secrétaire général de l'ASAD-DGI (Association syndicale des agents de la DGI) entouré pour l'occasion de deux autres secrétaires généraux membres de ladite coordination, notamment Konan Kouassi Antoine secrétaire général du Syndicat des agents des impôts (SAGI), et Michael Dougrou SG de l'ANADGI (Alliance nouvelle des agents de la direction générale des impôts). Ils étaient face à la presse ce lundi 29 juillet 2024 dans l'après-midi sur le site fiscal de Yopougon pour annoncer le maintien de la grève et donner les raisons. Dans leurs explications ils ont indiqué que le préavis de grève avait été décalé d'une semaine en vue de donner une chance aux discussions et permettre à leur hiérarchie de trouver une solution aux points de revendications. Malheureusement rien n'a pas bougé concernant leurs points de revendications. Surtout la question cruciale de l'assurance santé qui visait le remboursement intégral de la

somme de 37,5 milliards dûe par leur mutuelle MADGI aux agents n'a pas été fait. Pour eux, cette question de la santé des agents s'avère très importante et reste non négociable. Il fallait absolument trouver une solution définitive à ce problème mais, selon ces syndicalistes, rien n'a été fait par leur hiérarchie pour régler cette importante question. << Le préavis de grève déposé avait à son premier point la question de l'assurance santé avec en prime, le paiement ou le remboursement intégral de 37, 5 milliards Fcfa. Les agents cotisent pour leur assurance santé mais lorsqu'ils se rendent dans les structures de santé pour des soins, même dans les pharmacies, ils sont refoulés alors qu'ils sont à jour de leurs cotisations. La question que nous nous posons toujours est de savoir où se trouve nos cotisations d'assurance santé ? Nous avons dit que si cette somme n'est pas remboursée intégralement nous iront à la grève. A l'Assemblée générale de restitution du 22 juillet 2024, nous avons décidé de proroger la date butoir d'une semaine. C'est à dire que nous donnions encore une semaine à l'autorité pour régler définitivement cette question parce que certaines discussions étaient en cours. A cette date (ce lundi 29 juillet 2024, Ndlr), les discussions telles que entamées n'ont abouti à aucun résultat concret. Les 37.5 milliards FCFA au titre de la santé restent toujours introuvables. Il n'y a pas eu de règlement de cette question. Nous disons, comment voulez vous qu'on nomme quelqu'un qui est malade ? La question phare c'était la question de la santé des agents et cette situation n'a pas bougé. L'autorité n'a pas

USJ-CI

1875



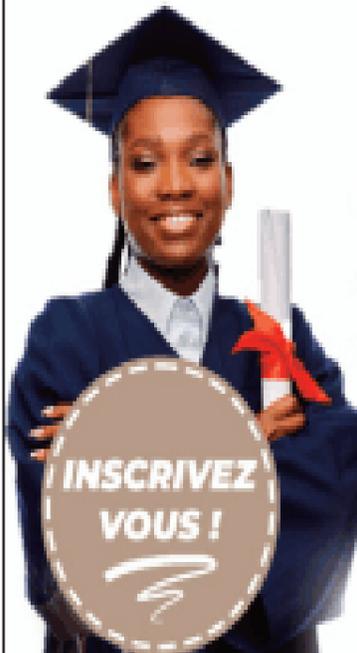
Université Saint-Joseph - Côte d'Ivoire

FILIÈRES

- Gestion des entreprises
- Marketing & Publicité
- Sciences informatiques
- Psychologie

Le futur est là !

Tel : 05 00 00 00 77



INSCRIVEZ VOUS !



Échanges Citoyens

Vive protestation de Brédoumy Soumaïla contre des propos de Touré Mamadou, qui traitent le PDCI et Thiam de tribalistes



Qu'ont dit les responsables du RHDP ?

Le 31 décembre 2023, le Président THIAM conseillait, lors de son allocution à la Nation, de faire de la politique autrement. Respectant cela, il n'a jamais proféré d'injure ou de mots malheureux à qui que ce soit. Il y a eu les discours de «**AMBÉTÉ KLEYÉ**», les **ATTAQUES** suite à la prière effectuée à la **MOSQUÉE** du **PLATEAU** par le Président THIAM, les invectives relatives au «**BOUBOU**» qu'il portait lors de sa visite au **COSIM**, etc.

A toutes ces **ATT.AQUES** et **MENS.ONGES**, le **PDCI-RDA** n'a pas réagi, conformément aux directives de son Président.

En effet, les **ATTA.QUES** contre le Président THIAM ne détourneront jamais les **IVOIRIENS** de leurs **VRAIS PRO.BLÈMES** tels que l'accès aux **SOINS** de **SANTÉ** ou la **CHERTÉ** de la **VIE**. Il est à noter que le **PDCI-RDA** dont le porte-parole du **RHDP** dit qu'il est **TRIBALISTE** a été élu à 96%, un président dont tout le monde sait que le père est originaire du Sénégal. La chanson en l'honneur du Président **HOUPHOUËT** entonnée par le candidat THIAM est un appel au souvenir du premier Président de la Côte d'Ivoire et fondateur du **PDCI-RDA**.

TION G.RAVE aussi bien dans la forme que dans le fond et qui est totalement **FAUSSE**. Tous les **IVOIRIENS** et observateurs de la vie politique nationale savent lequel des partis politiques a une pratique quotidienne de la **GESTION TRI.BALISTE**. Le **PDCI-RDA** rappelle que, depuis sa fondation, hier comme aujourd'hui, il a été et reste un parti ouvert à tous les **IVOIRIENS** et **AFRICAINS**. Le **PDCI-RDA** du Président THIAM est l'expression achevée de la pluralité ethnique de la Côte d'Ivoire que l'on peut constater à travers la composition de son **PERSONNEL POLITIQUE** et de ses **MILITANTS**. Aussi, s'étonne-t-il qu'un ministre de la République avance dangereusement ces propos calomnieux.

Il y a assurément là, atteinte à l'honorabilité du Président du **PDCI-RDA**.

Le **PDCI-RDA** demande au Premier Ministre, chef du Gouvernement, s'il est solidaire des propos de son ministre. La **GRAVITÉ** des propos de Monsieur **TOURÉ MAMADOU**, ministre de la République ne le prédispose plus à faire de lui, le défenseur des intérêts de toute la jeunesse ivoirienne au sein du Gouvernement. Le **PDCI-RDA** demande au Premier Ministre, Chef du Gouvernement d'en tirer toutes les conséquences.

Pour rappel, le **PDCI-RDA** du président THIAM a dit faire de la politique autrement.

C'est-à-dire celle du respect de l'adversaire, celle d'une Côte d'Ivoire unie, celle de la vérité. C'est cette Côte d'Ivoire de la paix et du respect de la personne que le **PDCI-RDA** veut construire. En réalité le Gouvernement du **RHDP** n'est pas en mesure de **RÉPONDRE** aux **VRAIES QUESTIONS** des **IVOIRIENS** qui portent sur leurs conditions de **VIE**, sur leur **SANTÉ**, sur l'éducation de leurs enfants, toutes choses dont l'**IDH** rend compte. Peu importe que notre pays soit 159e ou 166e sur 193 pays : dans tous les cas il s'agit d'un classement **MÉDIOCRE** et inacceptable. Le **PDCI-RDA** prend à témoins, l'opinion nationale et internationale sur les **GRAVES** dérivées du **RHDP** à travers les propos de son porte-parole et se réserve le droit de poursuivre les auteurs de propos **INJURIEUX** ou **difamatoires** devant les **TRIBUNAUX**.

**LE PORTE-PAROLE
BRÉDOUMY SOUMAÏLA**

Les attaques contre le Président THIAM ne détourneront jamais les **IVOIRIENS** de leurs **VRAIS PRO.BLÈMES** Brédoumy Soumaïla, porte-parole du **PDCI-RDA** a dans une lettre ouverte élevé une vive protestation contre des propos graves du ministre Touré Mamadou qui a récemment traité le **PDCI-RDA** de parti tribaliste. A l'occasion de la rencontre «**Les Rendez-vous du RHDP**», de ce jour mercredi 17 juillet 2024, le ministre **TOURÉ MAMADOU**, porte-parole de ce parti a traité, le **PDCI-RDA** et son Président le Ministre **TIDJANE THIAM** de Tribalistes.

«**Le PDCI est un parti tribaliste**», «**le Président du PDCI est tribaliste**», a-t-il dit en substance. Sur la base de références que sont la question de la succession sur le trône du royaume **BÂOULÉ**, la rencontre entre le Président du **PDCI-RDA**, fils de Yamoussoukro, et ses parents à Yamoussoukro, la reprise de la chanson dédiée à feu le Président **FÉLIX HOUPHOUËT-BOIGNY**, et connue de tous lors, de sa campagne pour la Présidence du parti, le porte parole du **RHDP** a traité le **PDCI-RDA** et son Président de **TRIBALISTES**. Le **PDCI-RDA** proteste vigoureusement contre ces assertions qui relèvent de la calomnie et de la diversion, incapable qu'est le **RHDP** de

répondre aux **QUESTIONS** fondamentales des **IVOIRIENS**. La question de la **ROYAUTÉ** du peuple **BÂOULÉ** concerne tous les **BÂOULÉ**. Le président Honoraire **COWPLI BONI** est **BAOULÉ** avant d'être membre du **PDCI**. La bénédiction des chefs de Yamoussoukro à THIAM relève purement d'une approche traditionnelle, qui n'est, du reste, pas l'apanage des seuls **BÂOULÉ**. Le Président du **PDCI-RDA** est en droit de solliciter la bénédiction des siens. Pour rappel, le 29 juillet 2020, suite au **DÉCÈS** du Premier Ministre, le Chef de l'état recevait des chefs du **GRAND NORD** qui lui demandaient de se porter candidat à la présidence de la République.

S'agissait-il de **TRIBALISME** ?

Combien de fois le président du **RHDP** n'est-il pas allé chercher de bénédiction à **YAMOOUSSOUKRO** ? Le Président du **PDCI-RDA** a été traité de **SÉNÉGALAIS** sur plusieurs plateaux et lors de plusieurs rassemblements par des représentants du **RHDP**, comble de l'ironie quand on sait quel usage le **RHDP** a fait du thème de **L'IVOIRITÉ** pour promouvoir sa cause, n'hésitant jamais à se dire **VICTIME** de **XÉNOPHOBIE** ou de **DISCRIMINATION**.

Le Président du PDCI-RDA est en droit de solliciter la bénédiction des siens. Pour rappel, le 29 juillet 2020

Cette chanson, connue de tous les **IVOIRIENS** d'un certain âge, était au nombre des chansons de la **GARDE PRÉSIDENTIELLE** à l'époque de la commémoration de la fête nationale du 7 août.

Quant à la pression prétendument exercée sur certains candidats à la présidence du **PDCI** au motif de ne pas être «**de la BONNE ETHNIE**», c'est une **ACCUSA-**



Politique

Entre Ibrahim Traoré et Alassane Ouattara Rien ne va plus

Le capitaine-président du Burkina Faso, Ibrahim Traoré, qui recevait, mardi, les forces vives de son pays à Ouagadougou n'a pas tardé à s'en prendre à son homologue ivoirien, Alassane Ouattara, accusé d'abriter sur son sol un centre opérationnel qui coordonne les activités de terroristes et d'opposants burkinabè cherchant à déstabiliser son pays.

Correspondance à Abidjan, Bati Aboué
| La rédaction de Mondafrique

Rien ne s'arrange entre Alassane Ouattara et Ibrahim Traoré, le président burkinabè dont le pouvoir a été prolongé de 5 années, en mai dernier, à l'occasion d'assises populaires à Ouagadougou. Cette fois, le capitaine-président recevait les forces vives de la nation au lendemain du premier sommet de l'Association des Etats du Sahel qui a entériné la création de la Confédération Alliance des Etats du Sahel (AES), le samedi 6 juillet dernier dans la capitale nigérienne. Dans un discours fleuve, l'homme fort du Burkina Faso a expliqué l'Etat du monde tel qu'il le perçoit et les rapports de force géopolitiques qu'ils théorisent, illustrant son propos d'accusations sur la présence d'un centre opérationnel à Abidjan qui servirait de bases aux djihadistes et autres opposants qui tentent de déstabiliser son pays. Le capitaine Ibrahim Traoré s'est égale-



ment plaint des bases militaires françaises illégales qui seraient stationnées au Bénin et dont le but serait de déstabiliser le Niger, l'un des deux autres membres de la Confédération dont les frontières avec le voisin béninois restent hermétiquement fermées en dépit des enjeux économiques de la mise en service du pipeline chargé de distribuer le pétrole nigérien. Le 19 avril dernier, une rencontre inédite à Niangoloko, au Burkina Faso, entre les ministres ivoirien et burkinabè de la défense avait donné l'impression d'avoir réussi à décriper les tensions politiques entre les deux pays et balayé les récriminations orchestrées de part et

d'autre de la frontière. Malheureusement, les accusations sont reparties de plus belle des jours plus tard, dans un contexte qui rappelle celui des années 90 avec les confrontations entre Houphouët-Boigny et le capitaine Thomas Sankara. Cet autre leader burkinabè qui avait pris la tête de son pays après un coup d'état militaire y allait également gaiement avec le vieux crocodile de Yamoussoukro (nom donné au président ivoirien Houphouët-Boigny à cause de son amour pour ces mammifères) qui choisissait de ne pas répondre à chacune de ses critiques. Et, visiblement, Alassane Ouattara semble avoir choisi cette posture. Ce qui n'enlève rien

en revanche à la gravité des propos du président burkinabè qui dit avoir toutes les preuves de ce qu'il dit. « J'insiste et je persiste, nous n'avons rien contre les Ivoiriens mais contre ceux qui les dirigent. Il y a bel et bien à Abidjan un centre des opérations pour déstabiliser notre pays. Personne ne peut le nier. Et nous vous montrerons des preuves physiques pour que vous sachiez de quoi nous parlons », a affirmé le capitaine Ibrahim Traoré devant des milliers de burkinabè acquis à sa cause. Le président burkinabè ne s'est d'ailleurs pas arrêté là puisqu'il a également accusé le Bénin d'abriter deux bases militaires françaises « dirigées contre nous », a-t-il précisé. Là également, il a dit détenir des preuves physiques de « 3.000 mètres de pistes aménagées pour l'atterrissage d'avions qui font descendre des instructeurs. Nous avons des enregistrements audios d'agents français qui dirigent ces centres d'opération, qui coordonnent les activités de terroristes et ce sont eux qui les aident à se soigner », a-t-il ajouté. Mais aucune des deux capitales n'a démenti ces accusations. La Côte d'Ivoire qui a organisé un conseil de sécurité jeudi sous la présidence du président ivoirien a plutôt évoqué des problèmes liés à l'orpaillage clandestin et à ses conséquences sur les zones concernées. Le gouvernement ivoirien a même soigneusement évité de parler des 200 personnes de Bouaflé, 297 km d'Abidjan, empoisonnées au cyanure en raison des dites activités d'orpaillage.

Responsabilité sociétale - Le groupe Orange CI satisfait de ses prestations



<< Orange Côte d'Ivoire s'engage à construire un avenir où la technologie est au service de l'humanité. Notre rapport RSE 2023 (Responsabilité

Sociétale d'Entreprise) témoigne de notre dévouement à promouvoir un numérique responsable, inclusif et durable.>> C'est ce qui ressort du bilan dressé par l'entreprise sur sa RSE de l'année 2023 dont nous avons reçu copie. Le rapport met en avant sa place de réseau leader en Côte d'Ivoire. Il met en avant les nombreuses réalisations et ses actions qui ont impacté positivement sa clientèle et la société ivoirienne. Il s'appuie sur le caractère humain, responsable, et comment l'entreprise a rendu le numérique accessible à tous, et développer les compétences et l'employabilité. Ce sont par exemple 31,7 millions de clients démontrant son implantation à travers tout le pays. D'énormes efforts ont été consentis en vue de réduire son empreinte sur l'environne-

ment en faisant de la protection de la planète sa priorité. Concernant le volet accessibilité du numérique à tous le réseau 4 G a été déployé dans les zones rurales du pays et ses points de vente ont été considérablement multipliés. Le document souligne que plusieurs communautés locales à travers la Fondation Orange ont bénéficié des services de la société. Relativement à l'employabilité et au développement des compétences la société offre de nombreux programmes de formation et des opportunités et encourage l'entrepreneuriat et le financement indique le rapport. A titre d'exemple le pays compte 22 maisons digitales et a permis à 6271 femmes de bénéficier de formations au numérique.

A.Z



Actue - Inter

Ça roule bien sur le 4e Pont d'Abidjan malgré le péage



Le Quatrième Pont d'Abidjan, long de 7,2 km, relie les communes de Yopougon et du Plateau. Il vise à fluidifier la circulation et à désengorger l'Autoroute du Nord, souvent embouteillée aux heures de pointe. Le lundi 1er juillet 2024, le péage du pont a été mis en service, alors qu'il était libre d'accès depuis le 10 janvier 2024. Les tarifs du péage varient entre 500 et 3000 F CFA selon le type de véhicule. Malgré cela, les automobilistes continuent de le fréquenter. Badou Richard habite à Yopougon. Ce lundi 15 juillet 2023, il doit emporter un colis à Treichville. Pour lui, il est hors de question d'emprunter l'Autoroute du Nord. Il préfère de loin le Quatrième Pont. « Si j'arrive à payer le carburant, ce ne sont pas les 500 francs du péage qui me feront hésiter. Cela m'évite les embouteillages de l'autoroute », dit-il. Comme lui, de nombreux automobilistes font, au quotidien, le choix d'emprunter le 4e Pont qu'ils trouvent plus rapide et moins embouteillé. C'est le cas d'Emmanuel Dion que nous avons rencontré ce jeudi 18 juillet, alors qu'il venait de garer sa voiture dans le parking de l'entreprise qui l'emploie à Bietry. Chaque jour, il emprunte le 4e Pont en payant 500 francs à ses différents passages. « C'est plus coûteux peut-être, mais ce pont nous offre un gain de temps précieux », confie-t-il, tout satisfait. Il recommande toutefois que le prix du péage n'aille pas

au-delà de 2000 francs. Jean Charles Sékongo, venu de San Pedro, séjourne chez son oncle à Yopougon. Depuis quelques jours, il est à Abidjan pour effectuer des achats. Jean Charles témoigne qu'il a mis 30 minutes pour relier Adjamé à Yopougon Niangon. « Le taxi a préféré le Quatrième Pont pour gagner du temps. J'ai été moi-même surpris par la rapidité de la traversée », affirme-t-il tout en soulignant l'importance des péages pour l'entretien des routes. « Les routes contribuent au développement d'un pays. Les péages peuvent même financer d'autres projets. » Chauffeur de taxi-compteur, Konan Philippe trouve, lui également, que le 4e Pont d'Abidjan est rapide et pratique pour accéder à Yopougon. « Quand je suis au Plateau, il ne me faut que quelques minutes pour arriver à Yopougon. J'économise du carburant et beaucoup de temps », explique-t-il. Philippe ajoute que ses clients exigent parfois qu'il emprunte ce pont, en raison de sa rapidité. Pour la traversée du péage, les véhicules légers paient 500 F CFA, les intermédiaires 1500 F CFA, les poids lourds, autocars, véhicules à deux essieux paient 2500 F CFA. Les autocars et véhicules à plus de trois essieux paient quant à eux 3000 F CFA.

De Lima Soro
Lebanco.net

Côte-d'Ivoire: Une définition du PIB pour faciliter les endettements ?

C'est ce que semble indiquer le DG des impôts. Mais en réalité le problème de la Côte d'Ivoire est plus complexe et prend appui sur la définition du PIB retenu. Celui-ci a été écrit pour lever la dette, comme unique alternative pour compenser



les contre-performances fiscales. En effet plus le PIB est élevé, plus il conforte la marge d'endettement de 70% du PIB. En conséquence le PIB considère aussi les revenus : d'une part, de diverses activités sous fiscalisées (secteur informel, 40 à 51% du PIB), au grand bonheur des infatigables; d'autre part, des activités non fiscalisées (prostitution et de la drogue, par exemple). Cela se traduit par un taux de pression fiscale oscillant entre 12 et 14% au mieux, aggravé par la pression de la fraude et de la corruption (1000 à 1400 FCFA Mrds). Alors que les dépenses totales de l'Etat sont à 25% du PIB à cause du train de vie élevé de l'Etat. C'est dire que le manque à gagner fiscal est de 6 à 8% du PIB comparé à la norme communautaire de 20%, et de 11 à 13% du PIB comparé aux dépenses de l'Etat (25% du PIB). Le DG des impôts et le Ministre en charge de la question semblent négliger cette situation, sans doute parce que le recours facile à la dette communique cette attitude irresponsable. Le PIB semble donc avoir été défini pour servir une ambition d'endettement comme unique alternative de financement en dehors de la fiscalité. Par ailleurs la fiscalité de porte (douane) semble être privilégiée aux impôts internes, alors que les droits de douane devraient être instrumentalisés à des fins de compétitivité internationale. Ceux-ci tendent ainsi à pénaliser l'économie interne. En conséquence la spirale de la contre-performance fiscale tend à se poursuivre. L'on tourne en rond...



CONNECTION IVOIRIENNE.NET

Premier site d'information et d'actualité

info@connectionivoirienne.net



Pénuries d'électricité

Le gaz naturel, combustible de transition idéal pour l'Afrique du Sud (par NJ Ayuk)

Les pénuries d'électricité persistantes en Afrique du Sud mettent en lumière le besoin urgent d'exploiter ses ressources en gaz naturel, un combustible à combustion plus propre qui peut combler le déficit énergétique tout en facilitant la transition vers les énergies renouvelables et un avenir à faible émission de carbone

Une récente note d'information intitulée "Natural Gas as a Transition Fuel in South Africa" (Le gaz naturel comme carburant de transition en Afrique du Sud), produite par Eye for Business, ne mâche pas ses mots quant à la nécessité d'accéder à cette ressource souterraine abondante et de l'utiliser. Comme indiqué d'emblée, "parmi les solutions de remplacement, il existe des arguments convaincants en faveur de l'investissement dans le gaz naturel, qui constitue le tremplin le plus prudent vers un avenir de production d'électricité à faible émission de carbone".

Dans son rapport, commandé par l'EnerGeo Alliance – une alliance commerciale mondiale pour l'industrie des géosciences de l'énergie – Eye for Business soulève un point important.

Les déficits énergétiques persistants de l'Afrique du Sud plaident chaque jour davantage en faveur d'un développement de l'extraction et de l'utilisation du gaz naturel du pays. Alternative nettement moins carbonée que le charbon et le diesel, ce combustible peut fournir de l'électricité pour des besoins croissants tout en ouvrant la voie aux énergies renouvelables et à un avenir de plus en plus pauvre en carbone.

La situation actuelle de l'énergie

Cette note met en évidence les forces de croissance qui sont actuellement à l'œuvre et qui devraient faire tripler la demande d'énergie de l'Afrique du Sud d'ici à 2040. Ces forces comprennent une population croissante et une tendance à la migration vers les villes. Les sources d'énergie actuelles de l'Afrique du Sud – charbon, diesel, énergies renouvelables et importations imprévisibles de gaz naturel en provenance du Mozambique – ne permettent pas d'éviter les pannes quotidiennes de 6 à 10 heures qui entravent aujourd'hui le commerce, l'éducation, la médecine, l'industrie, etc. Sur le plan résidentiel, ce sont les ménages les plus pauvres qui sont les plus touchés par ces intermittences. De même, les pannes fréquentes des vieilles centrales au charbon et les coûts de maintenance associés entraînent des tarifs plus élevés qui touchent plus durement les familles à faibles revenus. Ces dures réalités font qu'il est impératif que l'Afrique du Sud utilise son propre gaz naturel propre pour passer aux éner-

gies renouvelables, à un rythme qui permette à son économie d'en bénéficier. En s'engageant dans cette voie, l'Afrique du Sud attirera l'intérêt et les investissements extérieurs nécessaires dans ses gisements de gaz naturel.

En temps réel, la Namibie utilise judicieusement ses découvertes offshore de cette manière, ce qui l'aide à progresser vers la prospérité.

Pour que l'Afrique du Sud retrouve la santé économique nécessaire au développement des énergies renouvelables, elle doit d'abord stabiliser son approvisionnement en énergie afin d'inverser les tendances inquiétantes à la fermeture d'entreprises et à l'augmentation du chômage dues à l'intermittence. Les sources d'énergie telles que le vent et le soleil, qui sont par nature intermittentes, ne peuvent apporter de solutions immédiates à ces problèmes économiques et humains. Avec d'importantes découvertes de gaz naturel dans le pays, telles que Brulpadda, des perspectives telles que les réserves de schiste du Karoo, et des découvertes potentielles en mer à l'horizon, il est tout simplement logique de mettre ces ressources au service de la stabilité énergétique.

Le gaz naturel, la solution naturelle

"Les pays qui utilisent le gaz comme source de production d'électricité ont vu leur approvisionnement en électricité augmenter environ trois fois plus vite au cours des dix dernières années que ceux qui ne sont pas en mesure d'utiliser le gaz", peut-on lire dans la note d'information de Eye for Business. Comme chacun sait, les pays riches du monde entier utilisent depuis longtemps leurs ressources vitales en gaz naturel pour consolider leur économie. Une fois que leur population et leurs entreprises ont été soutenues par un approvisionnement fiable en électricité, ces nations ont pu commencer à développer les énergies renouvelables à grande échelle. Il est important que le secteur industriel sud-africain se développe en augmentant les matières premières, telles que celles utilisées pour la fabrication d'engrais et de produits pétrochimiques. Ces produits chimiques essentiels sont fabriqués à partir du gaz naturel, qui peut également fournir l'énergie thermique né-

cessaire aux industries du ciment, de l'acier et autres pour fabriquer leurs produits.

Moins de coûts, moins d'émissions

L'exploitation des ressources en gaz naturel de l'Afrique du Sud pendant la période de transition coûtera moins cher que la plupart des autres solutions. Si l'on compare le prix des différents types de centrales électriques, le coût par kilowatt-heure de la construction de centrales solaires, à biomasse, nucléaires, éoliennes et au charbon est plus de deux fois supérieur à celui de la construction de centrales au gaz naturel. Cette différence s'explique en grande partie par les méthodes de construction modulaire utilisées pour les centrales au gaz naturel, qui permettent de les adapter plus facilement à leur emplacement, évitant ainsi les dépassements de coûts typiques des projets d'installations plus importantes. Une autre méthode de construction rentable pour les centrales au gaz naturel consiste à convertir des centrales au charbon inactives. Ces conversions peuvent être réalisées à des coûts inférieurs à ceux d'une nouvelle construction. Il s'agit d'une proposition gagnant-gagnant qui utilise des centrales inutilisées pour produire de l'énergie plus propre tout en évitant des dépenses inutiles. Comme le souligne le document, le gaz naturel émet 50 à 60 % de CO2 en moins que le charbon. Il s'agit donc d'un combustible de transition idéal pour l'Afrique du Sud, qui ne contribuera que dans une très faible mesure aux émissions mondiales. Et même cette quantité pourrait être réduite grâce au piégeage et au stockage du carbone. Pour garder une perspective réaliste sur les émissions, il est important de garder à l'esprit que l'Afrique dans son ensemble, avec environ 17 % de la population mondiale, ne contribue qu'à un petit 4 % des émissions mondiales de carbone, soit 1,45 milliard de tonnes.

Potentiel d'emploi et d'exportation

L'augmentation des investissements et de l'utilisation du gaz naturel pourrait s'avérer payante pour l'Afrique du Sud dans deux domaines très importants : la création d'emplois et la possibilité d'atteindre le statut d'exportateur net.

La création de nouveaux emplois est cru-

ciale, car le taux de chômage en Afrique du Sud avoisine actuellement les 30 %. Les emplois viendront avec le territoire au fur et à mesure que l'infrastructure gazière du pays sera agrandie pour le forage, le transport et la production d'électricité.

Les jeunes cadres et travailleurs devront être formés pour acquérir les compétences nécessaires à la gestion et à l'entretien de ces opérations. En bref, la relance du secteur du gaz naturel insufflera une nouvelle énergie sur le marché de l'emploi, car les jeunes verront ces nouvelles opportunités et en tireront parti.

Sur le front des exportations, une opportunité considérable de stimuler l'économie du pays est apparue à l'horizon nord. En raison de la récente réduction des importations de gaz russe par l'Europe, le vaste marché européen représente une opportunité que l'Afrique du Sud pourrait saisir, avec d'autres marchés, une fois ses propres besoins énergétiques satisfaits.

La voie à suivre

Pour diversifier le bouquet énergétique de l'Afrique du Sud, le soutien de la politique gouvernementale conformément au projet de plan directeur pour le gaz (GMP2024) et au plan de développement national (NDP) sera nécessaire. Le plan de ressources intégré (IRP) s'aligne sur les objectifs de ces documents, en soutenant, comme l'indique le mémoire de Eye for Business, "un changement important dans le bouquet énergétique, prévoyant une augmentation de 29 500 MW de la capacité électrique d'ici à 2030, dont 3 000 MW devraient provenir du gaz". Avec tous les avantages qu'ils peuvent apporter, l'Afrique du Sud ne doit pas laisser ses précieux gisements de gaz naturel à l'abandon alors qu'elle manque de sources d'énergie verte fiables. Il est logique pour l'Afrique du Sud et sa population de progresser régulièrement vers un bouquet énergétique à faible teneur en carbone tout en opérant une transition vers les énergies renouvelables.

Distribué par APO Group pour African Energy Chamber.
SOURCE
African Energy Chamber



Société

Santé: Le centre de santé communautaire du quartier Millionnaire-extension de Yopougon inauguré



Le centre de santé communautaire du quartier Millionnaire-extension de Yopougon à Abidjan, qui sera un pôle de référence pour le dépistage et la prise en charge de la drépanocytose précoce en Côte d'Ivoire, a été inauguré le vendredi 19 juillet 2024. Fruit du jumelage entre la commune de Yopougon et le canton de Bâle en Suisse, ce centre ouvrira ses portes, le lundi 22 juillet 2024. Pour le président de l'Assemblée nationale, Adama Bictogo, ce centre s'inscrit dans la Vision "Une santé pour tous" mise en œuvre par le ministère de la Santé. Le directeur de cabinet du ministre de la Santé, Koffi Aka Charles, a félicité le Centre suisse de recherches scientifiques en collaboration avec Novartis pour l'appui. Il a soutenu que les résultats des études dans ce centre médical permettront de mieux affiner les stratégies de prise en

charge de la drépanocytose et améliorer notablement l'espérance de vie des enfants porteurs de drépanocytose de formes graves. "C'est un ouf de soulagement car cette infrastructure nous libère du stress des évacuations de nos malades dû à la dégradation des voies et des accidents encourus par la traversée de la grande voie pour rallier le centre de santé le plus proche, celui de Wassakara", s'est réjoui Adja Traoré Kany, porte-parole des populations bénéficiaires. Le centre, bâti sur 2 000 m², comprend 16 chambres dont quatre pour la maternité, et quatre pour le dispensaire, en plus des services de médecine générale, du laboratoire, de la pédiatrie, de l'échographie, l'unité recherche clinique, etc.

CICG

Parlement de la Cedeao: Adjaratou Traoré étale «toute sa mauvaise éducation» face à Guy Marius Sagna



Limitée intellectuellement, incapable de soutenir un débat sérieux employant thèse, antithèse, synthèse, ne s'y connaissant en rien en méthodes simples de recherches académiques [hypotheses, questions, littératures etc.], la députée ivoirienne du Rdr a encore étalé ses carences au Parlement de la Cedeao. Véritable pitbull d'invectives assise à la table de séance de l'Assemblée, c'est sur le néo député Cedeao sénégalais du PASTEF, Guy Marius Sagna, qu'elle a déversé son lot d'injures habituels, auquel elle avait habitué les Ivoiriens à l'Assemblée nationale de Côte-d'Ivoire. Adjaratou Traoré fait partie des "officielles ivoiriennes" formant la garde rapprochée politique de la présidente actuelle du Sénat de Côte-d'Ivoire, la maire d'Abobo, Kandia Camara. Selon un connaisseur de ce club Kandia: "elles ne sont pas forcément parmi les plus intelligentes, mais sont prêtes à défendre becs et ongles leurs mentors politiques par tous les moyens. Vous m'avez compris, je dis bien par tous les moyens".

#AGD avec
Hervé Coulibaly



CONNECTION IVOIRIENNE.NET

Premier site d'information et d'actualité

info@connectionivoirienne.net



Gagnoa

Levée de deuils à Dikouéhipalégnoa: Guikahué fait des révélations sur ses relations avec Bictogo (RHDP)

Prof. Maurice Kakou Guikahué est désormais passé à la vie normale, selon la tradition Bheté. Il a levé les deuils de son père feu Zégou Kakou Passeraud dit Oumar Aïdara ; sa mère feu Douto Oukosso Jeannette veuve Kakou Passeraud; son frère cadet feu Kakou Gnahoua Christophe dit El Hadj Youssouf et de son neveu feu Kakou Gnahoua Ismael. La cérémonie s'est déroulée sur 2 jours (samedi 13 et dimanche 14 juillet 2024) à Dikouéhipalégnoa, son village natal sis dans la sous-préfecture de Gagnoa.

La première journée a été consacrée à la lecture du Coran, à la prière à la mosquée et au cimetière du village et à un partage de repas. La soirée du même jour a été consacrée à un concert de chants religieux. Le lendemain, une messe d'action de grâce a été dite et un repas a été offert pour mettre fin à la cérémonie de levée de deuils.

A cette occasion, le président du PDCI-RDA, Cheick Tidjane THIAM, a dépêché une forte délégation de la haute direction du parti conduite par l'ambassadeur Youssoufou Joseph Bamba et composée entre autres du Haut Représentant du District de Sassandra-Marahoué, le député Jean Likane Yagui ; du Haut Représentant du District des Montagnes, Denis Kah Zion, maire de Toulépleu ; le vice-président Doulaye Coulibaly ; l'ex-Sénateur Lionel-Bernard Bassy-Koffi ; le vice-président Alexis Trazié, député de Bonon ; le vice-président Gba Daouda ; le vice-président Anoma Kouao Magloire ; et plusieurs cadres du parti dont Roland Adiko, Isaac Aka, Kamagaté Brahim. Le Haut Représentant du District du Gôh-Djiboua, Bagrou Goli Simon et l'ex-député de Diégonéfla et vice-président Bodi Théodore s'étant installés du côté de la famille Kakou.

Transmettant le message de son mandant, Youssoufou Joseph Bamba a dit en substance: «Je suis ici aujourd'hui envoyé par le président du PDCI-RDA, le président Tidjane Thiam. Je suis porteur du message suivant : "Le président Tidjane Thiam qui est le jeune frère du ministre Maurice Kakou Guikahué, très sensible à tout ce qui lui arrive, ils étaient ensemble au gouvernement du président Henri Konan Bédié, donc il ne peut pas être indifférent à tout ce qui touche à la famille du ministre Guikahué. Le président Tidjane Thiam a tenu à manifester sa solidarité au ministre Guikahué à l'occasion de cette levée de deuils de plusieurs membres de sa famille. Il m'a dit expressément et je cite : «Dis au ministre



Maurice Kakou Guikahué que je le salue et je le salue chaleureusement», mot pour mot. Et il nous a instruit d'être à toutes les étapes de cette levée de deuils.» L'administration ivoirienne n'est pas restée en marge de cette levée de deuils des parents du député de Gagnoa sous-préfecture. Une délégation du corps préfectoral conduite par le préfet de Région, préfet du département de Gagnoa et composée des sous-préfets de Sérihio, Gnagbodougnoa et le sous-préfet central de Gagnoa était présente à toutes les étapes. On pouvait également noter la participation massive des chefs traditionnels avec les 7 chefs de canton et de village de la circonscription électorale de Gagnoa sous-préfecture dont Guikahué est le député et le président départemental de la chefferie traditionnelle Boga Dago Joachim dit Boga Sivori.

On n'oublie pas la délégation du président de l'Assemblée nationale, Adama Bictogo, conduite par le maire Samy Merhy de Lakota et Coulibaly Zana. Et surtout Charles Yao Kouakou, frère aîné du ministre Amedé Koffi Kouakou qui a dit être venu honorer une alliance de famille. «Quand on venait ici au village Maman nous bénissait et ses bénédictions ont porté leurs fruits. Nous sommes venus aux funérailles. Aujourd'hui nous sommes encore là pour la levée de deuil pour honorer et perpétuer une alliance de familles entre les Kakou et les Kouakou», a-t-il dit en substance.

Il faut noter également que la famille de feu le général Gaston Ouassénan Koné était présente. Touré Yao Albert a conduit la délégation de la famille Ouassénan.

A la fin de la messe d'action de grâce, au 2e et dernier jour de la cérémonie de levée de deuils, Maurice Kakou Guikahué s'est adressé à ses soutiens, parents et amis en ces termes : « Je n'ai pas grand-chose à dire que de dire merci. Merci à tout le monde, d'abord au clergé, le curé de notre paroisse, l'Abbé Michel, ici présent avec nous. La reconstitution, lorsque les équipes qui étaient là pendant l'inhumation, là, je voudrais m'adresser particulièrement à monsieur le préfet. C'est un administrateur, je suis un homme politique. Nous sommes devenus frères, donc je voudrais profiter de cet instant solennel pour dire merci au préfet de Gagnoa, pour moi désormais, ce n'est plus un préfet, c'est un frère parce qu'il a assisté à toutes les étapes des différentes cérémonies. (...) je voudrais lui dire merci. Dire merci aussi au représentant du président Tidjane Thiam, l'ambassadeur Youssoufou Bamba qui conduit une très forte délégation (je reviendrai là-dessus tout à l'heure). Je voudrais surtout dire merci au maire-honorable Samy Merhy et Coulibaly Zana qui représentent ici le président Adama Bictogo.

Bictogo et moi, nous ne sommes plus des amis, nous sommes des frères. Et je pense que je suis à cette place à la messe pour le dire.

Vous savez, la vie peut réserver beaucoup de choses. Nous avons eu un idéal commun. Si on parle aujourd'hui du Rassemblement des Houphouëtistes pour la démocratie et la paix (RHDP), en 2005, c'est le président Bictogo et moi qui l'avons animé. J'étais organisateur au PDCI, il était organisateur au RDR et nous avons créé le RHDP. Nous avons eu foi. La foi, il y a la théorie, mais il y a aussi le comportement des hommes. Ensuite il y a eu des malentendus, mais nous avons travaillé treize (13) ans ensemble. On travaillait à des heures impossibles. Et le pouvoir de ce temps-là nous a traqués aussi. On a eu des cachettes communes. Donc on a une vie politique commune, aujourd'hui, chacun a pris sa route, lui, il est RHDP et moi je suis PDCI-RDA. Mais ce n'est pas pour autant que nous ne pouvons pas être des frères. Et aujourd'hui avec l'âge que j'ai et le militantisme que j'ai fait (tout à

l'heure l'Abbé a parlé du président Bédié), le message qu'il m'a laissé, c'est qu'il dit que le reste de sa vie, il la consacrait à la réconciliation. Et il m'a dit "Guikahué, il faut changer de cap, il faut réconcilier". Donc nous sommes dans une dynamique de réconciliation. Donc tout ce qu'on peut faire pour que les Ivoiriens soient réconciliés, nous sommes dans cette dynamique, quelle que soit la chapelle politique. Donc Monsieur le Maire Merhy, merci beaucoup, merci au président de l'Assemblée nationale. Je voudrais comme promis plus haut au président Tidjane Thiam. A tous les militants, à tous les cadres qui sont là, je suis très heureux et sensible ce matin parce que je ne suis plus chef du secrétariat exécutif et puis vous êtes venus. Si avant quand vous êtes venus aux funérailles, vous étiez venus aux funérailles de la maman du chef du Secrétariat exécutif, vous étiez tous là. Et les mêmes figures, vous êtes là. Vous êtes venus à la levée de deuil de la maman du Professeur Maurice Kakou Guikahué. Ça fait deux choses. Donc, j'apprécie encore plus aujourd'hui. La dernière fois, c'était protocolaire. Aujourd'hui-là, vous n'êtes pas obligés de venir, mais vous êtes venus massivement soutenir le professeur Maurice Kakou Guikahué, donc je voudrais vous merci et dire merci au président Tidjane Thiam. A tous mes parents qui sont venus (...) en tout cas, je vous dis merci et continuez de prier, comme l'Abbé l'a dit, ils vont prier pour que cette aura de réconciliation rejaille sur le village, parce qu'avant d'aller réconcilier toute la Côte d'Ivoire, il faut que je réconcilie dans mon village d'abord. Je voudrais aussi dire merci à ma belle famille qui est venue en bloc, la famille de mon épouse qui n'est pas là, mais qui est plus que là. Il n'y a pas un de ses frères et sœurs qui soit absent, ils sont tous là. Je voudrais aussi dire merci à famille de Safy (la veuve de son défunt cadet Kakou Gnahoua Christophe), merci à la famille Bédié qui est représentée par Guillaume Bédié, tous les cadres et amis de Paccolo qui sont là. Et pour donner une touche importante à cette cérémonie, tous les 7 chefs de canton sont venus et ils sont là. Moi, j'ai 3 sous-préfectures et 7 chefs de canton dont je suis le député donc je voudrais leur dire merci.

Je voudrais terminer pour dire encore merci au préfet, aux 3 sous-préfets qui étaient là hier et qui sont là encore aujourd'hui. Merci.»

SERCOM MKG



Sports

Ferrari F1: Carlos Sainz signe chez Williams Racing pour 2025 et 2026



à sa place, en tête de la grille, est un défi que j'accepte avec enthousiasme et positivité », a-t-il déclaré.

Sainz a remporté sa troisième victoire en carrière en F1 au Grand Prix d'Australie en mars. Il compte également quatre troisièmes places cette saison, la plus récente au Grand Prix d'Autriche le 30 juin.

Le joueur de 29 ans remplace Logan Sargeant et courra aux côtés d'Alex Albon chez Williams. Lewis Hamilton, septuple champion de F1, remplace Sainz chez Ferrari. Sainz, qui avait également intéressé Sauber/Audi et Alpine, propriété de Renault, s'est déclaré convaincu que Williams avait « tous les bons ingrédients pour entrer à nouveau dans l'histoire ». Avec ses 16 titres mondiaux acquis lors des années 1980 et 1990 (9 des constructeurs et 7 des pilotes, de Alan Jones en 1980 à Jacques Villeneuve en 1997), 114 victoires et 128 pole positions, Williams Grand Prix Engineering est l'une des plus prestigieuses écuries de l'histoire de la Formule 1, mais elle n'a enregistré aucune victoire depuis celle de Pastor Maldonado au Grand Prix d'Espagne le 13 mai 2012, et connaît un sévère déclin à la fin des années 2010, obtenant son dernier podium en 2017 à Bakou puis chutant en queue de peloton au début des années 2020 ; il faut attendre le Grand Prix de Belgique 2021 pour que George Russell, dans des conditions exceptionnelles, permette à l'équipe de remonter sur un podium dans la discipline.

L'Espagnol en est à sa dernière saison chez Ferrari et occupe actuellement la cinquième place du classement des pilotes de Formule 1 (F1). "Je suis très heureux d'annoncer que je rejoindrai Williams Racing à partir de 2025", a déclaré Sainz lundi. « Ce n'est un

secret pour personne que le marché des pilotes de cette année a été exceptionnellement complexe pour diverses raisons et qu'il m'a fallu un certain temps pour annoncer ma décision." "Cependant, je suis pleinement convaincu que Williams est le bon endroit

pour continuer mon voyage en F1 et je suis extrêmement fier de rejoindre une équipe aussi historique et prospère, où beaucoup de mes héros d'enfance ont roulé dans le passé et ont laissé leur marque sur notre sport. L'objectif ultime de ramener Williams



USJ-CI
Université Saint-Joseph - Côte d'Ivoire

FILIÈRES

- Gestion des entreprises
- Marketing & Publicité
- Sciences informatiques
- Psychologie

Tel : 05 00 00 00 77

Le futur est là !



L'ours

Ozirix communication & conseils Chambre de commerce Pays-Bas Nr. 70687021TVA-UE:
NL2244.33.106B02Compte bancaire IBAN NL88 TRIO 0391 2295 24 (Triodos Bank, Pays-Bas)
Email:info@connectionivoirienne.net. com**Phones:**
Abidjan 40 00 61 54 ou 47 12 15 10
Pays-Bas 0031 651832741 Notre équipe**info@connectionivoirienne.net**
Gbansé Douadé Alexis: Economie et Politique
Directeur de la publication, cofondateurs.
Débailly:Politique :
01 40 00 61 54-07 77-48 97 65 - 07 47 12 15 10
Sylvie Kouamé : Économie et politique
Hervé Coulibaly : Intelligences et société
Liman Serge : Sports et culture
Maquetiste Ignace.Gballou : 07 58 16 20 73

